



Conseil économique et social

Distr. limitée
20 mars 2002
Français
Original: anglais

Pour information

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2002

3-7 juin 2002

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Résumé des examens à mi-parcours et des principales évaluations des programmes de pays

Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes

Résumé

Le présent rapport a été établi en application de la décision 1995/8 (E/ICEF/1995/9/Rev.1), par laquelle le Conseil d'administration priait le Secrétariat de lui soumettre un résumé des examens à mi-parcours et des principales évaluations des programmes de pays, en faisant ressortir notamment les résultats obtenus, les enseignements tirés et les modifications qu'il pourrait être nécessaire d'apporter aux programmes. Le Conseil doit, le cas échéant, faire des observations sur ces rapports et formuler des directives à l'intention du Secrétariat. Les évaluations décrites dans le présent rapport ont été effectuées en 2001.

Introduction

1. Aucun examen à mi-parcours n'a été effectué dans les 27 pays de la région d'Europe centrale et orientale, de la Communauté d'États indépendants et des États baltes en 2001. Huit le seront toutefois en 2002, et les bureaux de pays et de zone ainsi que les bureaux régionaux se proposent, de concert, de mettre à profit de leur expérience passée à cette occasion.

2. Le huitième rapport régional établi dans le cadre du projet de suivi de la situation dans les pays d'Europe orientale, intitulé « Une décennie de transition », a été publié en 2001. Il examine les changements majeurs intervenus dans les 27 pays

* E/ICEF/2002/9.



de la région et les effets de la transition sur les enfants, les femmes et les familles. Sur la base des recherches du Centre Innocenti de l'UNICEF (Florence), le rapport analyse l'évolution des revenus des ménages, de l'état de santé, de l'éducation et de la prise en charge des enfants par l'assistance publique, et ses conséquences politiques. Une fois de plus, il confirme qu'en dépit des progrès notables de ces 10 dernières années, les familles et les enfants ont généralement souffert de la transition.

3. Les évaluations citées dans le présent rapport font partie de plus d'une centaine d'enquêtes, études, analyses et évaluations effectuées dans la région en 2001. Elles ont été sélectionnées en raison de l'intérêt que présentaient les enseignements qui en étaient tirés ou de l'importance qu'elles pouvaient avoir pour l'élaboration des politiques ou des programmes.

4. L'évaluation du projet de réforme des soins de santé primaires en République de Moldova a montré que ces soins pouvaient être améliorés à peu de frais et mis à la portée des plus vulnérables. Celle du projet de préparation à la vie en société mené en Arménie a révélé les lacunes à combler au cours des prochaines années et les aspects du projet à examiner avant l'évaluation à mi-parcours de 2002. Celle de l'initiative Hôpitaux amis des bébés lancée dans l'ex-République yougoslave de Macédoine a mis en évidence la contribution du projet au respect des normes de santé les plus strictes dans 90 % des accouchements pratiqués dans le pays. Celle des interventions psychosociales dans les écoles touchées par le tremblement de terre qu'a connu la Turquie a amélioré la connaissance que la région a de ce domaine de plus en plus important. Celle du programme de sensibilisation au danger des mines en République fédérale de Yougoslavie (province du Kosovo administrée par l'ONU) a non seulement démontré l'efficacité de la méthode d'instruction d'enfant à enfant, mais également l'influence inattendue qu'elle a eue sur d'autres projets qui ont été incités par son succès à l'utiliser. Celle des projets psychosociaux réalisés dans les écoles primaires et secondaires de Bosnie-Herzégovine entre 1992 et 1998 fait suite aux recommandations d'une précédente évaluation des effets de la formation psychosociale sur les pratiques pédagogiques.

Principales évaluations des programmes de pays

Évaluation du projet de réforme des soins de santé primaires (République de Moldova)

5. L'évaluation du projet pilote de soins de santé primaires, mené depuis trois ans dans la région Hincesti de la République de Moldova, a été effectuée par un consultant extérieur qui s'est appuyé sur une étude théorique détaillée de la documentation et des rapports de projets, des entretiens en profondeur et des visites sur le terrain. Elle a fait le point des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du projet qui consistaient à augmenter l'accessibilité, l'efficacité et la qualité des services de soins de santé primaires en assurant une couverture minimale, la fourniture de médicaments essentiels et le respect des protocoles standard en matière de soins de santé et de traitement. Elle a également examiné la finalité du projet qui consistait à renforcer la gestion des soins de santé primaires et rationaliser le système de financement des services de santé. La grande stratégie du

projet qui reposait sur la participation des collectivités à la planification et à l'évaluation des services de santé a aussi été examinée.

6. La couverture minimale assurée par le projet était axée sur la santé maternelle et infantile et conforme aux protocoles standard et directives de l'Organisation mondiale de la santé et de l'UNICEF. Outre des interventions particulières, elle comprenait des consultations générales de dépistage des maladies infectieuses et la fourniture des 109 médicaments (génériques pour la plupart) nécessaires pour les soigner. D'après les conclusions de l'évaluation, elle offrait une excellente protection contre les principales causes de maladie du pays et semblait avoir favorisé l'accès aux soins des populations bénéficiaires et amélioré leur état de santé. Ainsi, la plus grande fréquentation des centres de soins de santé primaires et l'amélioration du suivi prénatal ont conduit à une diminution des taux d'anémie.

7. À raison de 3 dollars par habitant et par an, le projet a montré qu'il était possible de fournir des soins de santé primaires de base, y compris des médicaments et des services auxiliaires. Dans la région pilote, la participation aux frais moyenne par consultation ne représentait qu'un quart de celle perçue dans les autres régions du pays. Le coût moyen des soins dispensés s'y élevait à environ 5 dollars (54 lei de Moldova) contre 19 dollars, voire 28 dollars dans d'autres régions du pays.

8. La formule de mobilisation de ressources faisant appel au financement communautaire n'a en revanche pas remporté autant de succès, en partie parce qu'elle n'a pas bénéficié du soutien local nécessaire par manque de sensibilisation et d'information du public. Cela étant, le fait que la République de Moldova soit un des pays les plus pauvres d'Europe et que 80 % de ses habitants aient un revenu inférieur à 1 dollar par jour n'est certainement pas étranger au manque de moyens financiers de la population locale.

9. Le Gouvernement moldove envisage actuellement d'étendre l'expérience à d'autres provinces, et l'évaluation est une source d'enseignements précieux en vue de la réforme de la santé.

Évaluation du projet de préparation à la vie en société (Arménie)

10. Ce projet activement soutenu par l'UNICEF pendant trois ans, par l'intermédiaire du Ministère de l'éducation, a réussi à toucher 11 566 élèves dans 106 établissements scolaires. Il a été évalué par un consultant extérieur pendant un mois grâce à une étude détaillée de la documentation du projet, à des entretiens en profondeur et à des visites dans les écoles. Il s'agissait d'évaluer ses retombées sur le milieu pédagogique et l'accueil que lui avaient réservé les élèves, les enseignants, les proviseurs et les parents dans 14 écoles et communautés retenues par échantillonnage.

11. L'évaluation a révélé que les enseignants et les proviseurs avaient remarqué que la participation, le travail en groupe actif et le soutien des pairs étaient plus importants chez les élèves assistant aux cours de préparation à la vie en société même dans les autres matières. Les enseignants ont noté que les élèves ayant par ailleurs des problèmes de comportement semblaient apprécier la démarche participative et centrée sur les élèves adoptée dans les cours de préparation à la vie en société. Les parents ayant eu connaissance du projet ne tarissaient pas d'éloges et saluaient la démarche adoptée. Les élèves appréciaient beaucoup les cours, et

disaient souvent avoir davantage confiance en eux et mieux s'entendre avec les autres.

12. L'étape suivante consistait, pour l'équipe chargée du projet à influencer sur la réforme des programmes, en pleine évolution, de façon que les cours de préparation à la vie en société, de même que leurs méthodes et leur contenu, fassent partie intégrante du programme général et ne soient plus une matière à part. Il fallait poursuivre le projet mais en lui donnant des objectifs plus facilement mesurables et en fixant des indicateurs de changements de comportement portant sur les connaissances, les attitudes et les pratiques des élèves. Les recommandations détaillées de l'évaluation sont prises en considération dans les plans d'action pour 2002.

Évaluation de l'Initiative « Hôpitaux amis des bébés » (ex-République yougoslave de Macédoine)

13. Un consultant extérieur a examiné la portée de l'Initiative depuis l'intervention initiale de promotion de l'allaitement maternel lancée par l'UNICEF en 1995 jusqu'à la mise en oeuvre concertée de l'Initiative à partir de 1999. Il a constaté qu'à la fin de 2001, grâce à ce projet, des soins de grande qualité étaient assurés dans 28 maternités « amies des bébés » où étaient pratiqués 90 % des accouchements du pays.

14. En 1994, le pourcentage de bébés exclusivement nourris au sein pendant les six premiers mois n'était que de 36,6 %; en 2001, il atteignait 65,7 %. Le fait que 87,5 % des nouveaux-nés soient exclusivement nourris au sein à la sortie de la maternité montre que les mères ont compris l'importance de l'allaitement maternel. Des recherches sur la diversification de l'alimentation des nourrissons ont révélé que leur consommation de fruits, légumes, viande, poisson, oeufs et céréales demeurait faible.

15. À l'avenir, le programme visera à mettre en place des mécanismes durables favorisant le respect continu des normes de soins de haute qualité assurés dans les hôpitaux amis des bébés, et plus spécifiquement à intégrer le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans le droit interne.

16. Les enseignements tirés à cette occasion seront utiles à d'autres pays de la région participant à l'Initiative et leur ont de ce fait été communiqués.

Évaluation des interventions psychosociales dans les écoles (Turquie) : privilégier l'action pour lutter contre l'appréhension

17. À la suite des deux grands tremblements de terre survenus dans la région de Marmara en 1999, le Ministère de l'éducation nationale a, en collaboration avec l'UNICEF, lancé un projet d'intervention psychosociale dans les écoles dont le but était d'aider les enfants à retrouver une vie normale aussi rapidement que possible et de lutter contre la peur et le stress liés aux catastrophes, principalement dans le milieu scolaire avec le concours des enseignants.

18. Le projet a été évalué sur la base d'un ensemble d'études d'enquêtes, de visites sur le terrain et d'entretiens menés par des consultants extérieurs, l'Université

d'Ankara et le Ministère de l'éducation nationale après les tremblements de terre dont le présent rapport est une synthèse effectuée par un consultant extérieur. Ce premier exercice d'évaluation des conséquences du projet psychosocial a soulevé de nombreuses questions qui trouveront une réponse à la faveur d'un examen plus poussé; il ne s'en dégage pas moins des conclusions importantes du fait du succès de l'opération.

19. L'évaluation a révélé que les interventions psychosociales effectuées en milieu scolaire aidaient les enfants à surmonter plus rapidement le traumatisme subi; chez ceux qui participaient au projet, on notait une diminution de la peur, une plus grande activité et davantage de motivation pour reprendre l'école. Elle a également facilité les échanges entre les parents et les responsables des écoles, et entre les étudiants et les éducateurs.

20. La rapidité avec laquelle les conseillers d'éducation avaient été formés et envoyés dans les écoles pour mener des activités psychosociales avait largement contribué au succès du projet. La création d'un groupe national d'experts composé de spécialistes, de conseillers, de psychiatres et de psychologues, a notamment favorisé une prise de conscience de l'interdépendance de ces différentes professions et une amélioration de la coopération entre leurs membres. Depuis, des cours et des services antitraumatismes sont prévus dans le programme scolaire officiel de ce pays sujet aux tremblements de terre.

21. L'évaluation a montré que le projet avait conduit à une amélioration de la capacité d'intervention et de la préparation du Gouvernement en cas de catastrophes, comme l'avait prouvé le tremblement de terre de février 2002. La principale conséquence positive de l'évaluation a toutefois été de convaincre le Gouvernement d'étendre le projet à toutes les écoles du pays, qui sera ainsi mieux à même de gérer toutes les situations d'urgence traumatisantes pour les enfants où qu'elles se produisent. Un module « maltraitance » a aussi été ajouté au projet pour permettre aux conseillers d'identifier et d'aider les enfants victimes de sévices.

Méthode d'instruction d'enfant à enfant dans le programme éducatif de sensibilisation au danger des mines (province du Kosovo administrée par l'ONU, République fédérale de Yougoslavie)

22. Grâce au déminage et à la sensibilisation, le nombre de décès et de blessures dus aux mines et aux munitions non explosées au Kosovo avait pratiquement été réduit à zéro à la fin de 2001. Parmi les formules retenues pour sensibiliser les enfants au problème des mines figurait celle qui était fondée sur le dialogue naturel entre les enfants. Introduite au Kosovo en 1999, elle était controversée car de nombreux experts doutaient de la capacité des enfants de transmettre avec fiabilité des informations, souvent techniques, dont pouvaient dépendre des vies.

23. L'évaluation, effectuée par un consultant extérieur, a montré que les enfants formés de cette façon obtenaient de meilleurs résultats que les autres écoliers lors de contrôles de leurs connaissances de base sur les mines terrestres et les munitions non explosées. D'une part, ils étaient mieux informés de ce qu'ils devaient faire s'ils découvraient une mine, et, d'autre part, ils avaient davantage tendance à parler des dangers posés par les mines. De l'avis du consultant, et selon leurs propres

dire, ils étaient plus conscients et plus prudents, évitaient de prendre des risques, avaient davantage confiance en eux, étaient plus respectueux des autres et savaient mieux se conduire vis-à-vis d'autrui. Ils semblaient fiers du rôle d'information qu'ils jouaient auprès des plus jeunes. Dans certains cas, ils pouvaient relever des erreurs dans le discours des experts de la sensibilisation aux mines. Bon nombre d'enseignants qui étaient aussi formateurs, ont pris note de la plus grande participation et des meilleurs résultats scolaires de leurs élèves. En bref, cette nouvelle formule a eu des retombées inattendues pour les écoles et les collectivités concernées.

24. L'une des principales conclusions était que les enfants ne participaient pas au stade de la conception, ce qui nuisait à l'efficacité du projet. Ainsi, ils n'avaient pas à analyser le problème et les dangers qu'il posait, mais étaient simplement mis en face du problème déjà identifié. L'implication des enfants dans l'analyse et l'identification des problèmes était au cœur de cette méthode et était une étape initiale à ne pas oublier. Le projet et les autres activités faisant appel à cette démarche, ont été revus dans le sens d'une plus grande implication des enfants dans l'analyse et le recensement des problèmes.

25. Au Kosovo, l'UNICEF se sert des résultats de l'évaluation pour mettre au point des stratégies d'enseignement par les pairs dans le cadre de son nouveau programme de coopération (2002-2004). L'expérience acquise à la faveur du projet et les enseignements tirés de l'évaluation seront pris en compte dans des programmes à venir afin d'associer les enfants à la définition des problèmes et à la diffusion de messages clés auprès de leurs pairs.

Évaluation des projets psychosociaux dans les écoles primaires et secondaires entre 1992 et 1998 (Bosnie-Herzégovine)

26. En 1998, l'UNICEF a fait réaliser une évaluation intitulée « Examen critique du soutien apporté par l'UNICEF aux projets de soutien psychosocial et d'éducation pour la paix dans les pays de l'ex-Yougoslavie » (Bosnie-Herzégovine, Croatie et République fédérale de Yougoslavie) qui est parue sous la cote E/ICEF/1999/P/L.7. L'une des conclusions de cet examen était que même si, au départ, l'objectif était de venir en aide aux enfants, à terme, les principaux gagnants avaient été les enseignants et les psychologues. Il semblait malheureusement que, sur les milliers de personnes formées, rares soient celles qui appliquaient régulièrement ce qu'elles avaient appris dans leurs cours. Compte tenu de ces constatations, l'évaluation actuelle visait à mesurer le degré d'assimilation des connaissances acquises par les éducateurs en cours de formation et l'incidence du projet sur les élèves qui y avaient participé.

27. L'évaluation a été effectuée par une équipe de consultants extérieurs, en collaboration avec les Universités de Sarajevo et de Banja Luka et avec le soutien de l'UNICEF. Elle a montré que les participants estimaient avoir acquis des connaissances et des compétences précieuses en matière de modification des comportements. Près de 90 % des enseignants déclaraient s'être servi de ces compétences dans leurs rapports quotidiens avec les enfants, les parents ou d'autres enseignants. Un tiers des participants organisaient régulièrement des activités inspirées en grande partie de celles enseignées au cours de la formation, tant en

classe qu'à l'extérieur. Ils avaient ainsi appris à mieux comprendre leurs élèves mais aussi leurs propres réactions face à des événements traumatisants.

28. L'évaluation a montré qu'une formation en cours d'emploi et une supervision professionnelle devaient être assurées pour que les connaissances et les compétences acquises ne se perdent pas. Elle a également mis en évidence la nécessité d'envisager d'autres modèles et de trouver moyen d'analyser le rapport coût-avantages de diverses stratégies d'intervention.

29. Elle laissait également entendre que les évaluations d'impact effectuées à ce jour dans la région portaient sur un laps de temps relativement court et que des études diachroniques devaient donc être réalisées afin de suivre l'évolution dans le temps des habitudes des divers bénéficiaires des projets de soutien psychosocial.

Conclusion

30. Quatre programmes de pays et un programme multipays ont été approuvés en 2001¹ et, dans le cadre du plan général d'opérations, chacun de ces programmes de pays comportait un plan de suivi et d'évaluation intégré. De nombreux bureaux de pays continuent de renforcer les capacités existantes au sein de la structure du programme de pays, tandis que d'autres se heurtent à des obstacles liés à l'insuffisance des structures et des moyens financiers et au manque d'intérêt de leurs principaux homologues. Le recours aux évaluations en vue de la réorientation des programmes et l'amélioration des compétences de base du personnel en matière de suivi et d'évaluation sont des éléments essentiels dans le cycle de programmation en cours.

31. Comme huit examens à mi-parcours sont prévus en 2002², des évaluations stratégiques sont envisagées dans chaque pays à titre de contribution. Il est également de plus en plus clair que les programmes de pays doivent avoir des objectifs plus précis s'ils doivent être évalués correctement à l'avenir.

¹ Bosnie-Herzégovine, ex-République yougoslave de Macédoine, République fédérale de Yougoslavie et République de Moldova, et programme multipays pour le Bélarus, la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et l'Ukraine.

² Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Roumanie, Tadjikistan et Turkménistan.